

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

1 F

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - DEUXIÈME ANNÉE - 6-9-1972 - N° 71

france :

médaille d'or

de l'inflation



j. o. : bêtes et méchants

Le souvenir prestigieux laissé par les Olympiades antiques permet aux Jeux actuels de bénéficier de toute une « aura » et d'être entourés par le respect des foules.

Quelle dérision et quelle escroquerie ! La mascarade munichoise illustre au contraire de façon frappante, la manière dont l'esprit olympique grec est travesti par le bégaiement moderne des Jeux antiques.

Nous assistons bel et bien en ce moment à l'effondrement du rêve fait, à la fin du XIX^e siècle, par Pierre de Coubertin, cet aristocrate généreux mais à l'esprit faussé par les chimères pacifistes de son époque.

LA SECONDE MORT DE PIERRE DE COUBERTIN

Pierre de Coubertin voulait ressusciter les Jeux grecs car il voyait en eux une magnifique manifestation d'amitié entre les peuples de l'Hellade qui, interrompant toutes leurs guerres au moment des Jeux, substituaient au choc des armées les joutes du stade.

Et Coubertin de penser que des Jeux modernes auraient le même effet entre les nations. Hugo rêvait de l'avion comme moyen de rapprochement entre les peuples. Coubertin assignait le même rôle au sport.

L'histoire contemporaine s'est chargée d'apporter un cruel démenti à cet espoir.

Coubertin avait en effet commis un contre-sens total sur la signification des Jeux grecs. Les cités helléniques ne fondaient pas leur communauté de civilisation sur les jeux du stade, mais au contraire c'est parce qu'il y avait communauté

de croyances et civilisation que les Jeux étaient possibles !

Par-delà les divisions politiques, l'unité religieuse de la Grèce se manifestait alors par l'hommage à Zeus olympien des qualités corporelles et sportives des athlètes représentant les cités. Les joutes sportives complétaient ainsi ces autres cérémonies religieuses pan-grecques qu'étaient les concours de tragédie.

Lorsqu'en 1896 naquirent, à l'instigation de Coubertin, les Jeux modernes, il y avait longtemps qu'une communauté religieuse de type chrétien avait cessé de se superposer aux nations d'Europe et l'Amérique.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que les Jeux Olympiques soient devenus une opération de prestige politique opposant âprement les nations entre elles.

Maurras, reporter de *La Gazette de France* aux Jeux de 1896, constatait cette rivalité. Depuis les choses se sont aggravées !

Des athlètes, dont l'amateurisme ne fait illusion qu'à M. Brundage, sont surentraînés pendant des mois afin de gratter sur 100 mètres 400 mètres ou 1.500 mètres, les précieux dixièmes de seconde qui permettront à l'U.R.S.S. d'affirmer la supériorité socialiste, aux U.S.A. la valeur du capitalisme et de la libre (?) entreprise, à M. Willy Brandt la vertu de l'Ost politik, à M. Pompidou celle de l'U.D.R.

En 1936, Adolf Hitler avait voulu faire des Jeux de Berlin la Fête de l'homme aryen. Ne nous étonnons pas si, en écho à son racisme, les noirs américains victorieux au 4 x 100 mètres à Mexico,

ont fait de leur passage sur le podium une manifestation en faveur du Black Power.

C'est le même esprit de lutte idéologique qui a amené les Etats noirs d'Afrique à réclamer et à obtenir du Comité International Olympique, au prix d'une palinodie lamentable de ce dernier, l'exclusion de la Rhodésie.

De la sorte, un nouveau coup a été porté à « l'esprit olympique ». En un sens, tant mieux. Autant liquider le plus vite possible le pseudo-internationalisme des Jeux. Et ceci d'autant plus qu'ils sont une subversion de l'esprit sportif.

LE SPORT-SPECTACLE

Les Jeux, télévision aidant, sont en effet une belle illustration de notre société du spectacle. Des millions de Français, rivés devant leurs récepteurs, regardent pendant trois semaines de belles mécaniques, bien huilées, voire dopées aux anabolisants, s'efforcer de courir le 100 m en 9 secondes seulement.

Pendant ce temps, en France, la très grande majorité de notre jeunesse ne fait pas de sport faute d'installations suffisamment développées. On va construire un nouveau super-stade dans le XVI^e arrondissement, mais l'équipement sportif des quartiers de la capitale est dérisoire.

On a ainsi, d'un côté des athlètes transformés en vedettes jusqu'au jour où après leur retraite (à 35 ans maximum) ils prennent le tour de taille de bibendum, de l'autre des milliers de jeunes à qui on offre un spectacle de sport à la place de la réalité.

Le Secrétariat d'Etat aux Sports, faute d'avoir opté carrément pour le professionnalisme de fait des vedettes, comme aux U.S.A. ou en U.R.S.S., nous a d'ailleurs préparé un spectacle minable pour Munich. Souhaitons que la façade artificielle du sport français, édifiée avec quelques médailles d'or à Mexico, permette, en s'effondrant, de faire apparaître à l'opinion la carence de la politique sportive du régime. Nous y reviendrons.

Arnaud FABRE.

l'afrique et les j. o.

La manière dont la Rhodésie a été exclue des Jeux est pour le moins déplaisante. Les nations d'Afrique et certaines nations de l'Est ont carrément fait le chantage au départ pour obtenir du C.I.O. qu'il se déjuge. Par ailleurs, il est plaisant de voir le flambeau de l'antiracisme manié par l'Ouganda du président Amin ou l'U.R.S.S. si accueillante aux Juifs soviétiques.

Il n'en reste pas moins que l'affaire rhodésienne ne doit en aucun cas devenir un prétexte pour permettre à certains de « bouffer du négro ».

Ainsi on bondit de voir François Brigneau proférer de façon lyrique cette énorme bourde :

Et samedi, en regardant l'éblouissant spectacle d'ouverture, sous le faste, les ors, la soie des drapeaux, l'envol des pigeons, on ne pouvait que frémir en songeant à la démission de l'homme blanc face au monde de couleur qui s'avancait au son des flûtes et des tam-tams.

L'inconscience de « Coco Bel Ciel » passe nettement les bornes ! Il joue à quoi ? A dialectiser

systématiquement les conflits inter-raciaux ? Dans ce cas, il peut se vanter de réussir !

Il est réel que l'Afrique est malade d'une décolonisation bâclée et criminelle. Raison de plus pour, dans un cadre politique nouveau, recréer une communauté entre les ex-métropoles et les ex-colonies.

Ce n'est sûrement pas en soutenant inconditionnellement la Rhodésie que l'on y parviendra.

Le modèle de colonisation britannique est en effet l'anti-modèle : une barrière de mépris a isolé, dans les territoires britanniques, la minorité blanche du peuple noir. Celui-ci, pas forcément mal traité sur le plan matériel, se sent exilé sur sa propre terre.

D'ailleurs la décolonisation a produit sur les territoires ex-britanniques des fruits particulièrement exécrables. La carence en élites y est plus sensible encore que dans le reste de l'Afrique. Comme par hasard, c'est en Ouganda ex-britannique qu'un Ubu-roi local prend des mesures systématiques d'expulsion à l'égard des Asiat-

ques aujourd'hui, des Blancs demain. Il a été à bonne école de fascisme !

Quant aux génocides raciaux les plus affreux, ils sont perpétrés dans le Ruanda ex-belge dont les anciens maîtres avaient pour devise : « Pas d'élites, pas d'ennuis » !

Les anciennes colonies françaises sont elles aussi souvent livrées à des dirigeants médiocres, voire odieux (n'est-ce pas Bokassa ?).

Elles ne connaissent quand même pas ces excès et leurs cadres ont souvent une nostalgie de la France. La démocratie jacobine n'est pas en effet totalement parvenue à altérer outre-mer l'œuvre des Lyauté et des Brazza et le racisme, sous la forme anglo-saxonne du moins, a été quasi inconnu dans l'Empire français.

Il nous reste donc une partie à jouer en Afrique ! Soyons très fermes avec les dirigeants locaux lorsque c'est nécessaire. Mais soyons également amicaux à l'égard de ces peuples noirs pétris de culture française. C'est ainsi que nous accroîtrons notre influence sur eux et pourrons réaliser cette véritable œuvre capétienne pour le XX^e siècle : la création d'une union franco-africaine pluraliste et communautaire.

A.F.R.

EDITORIAL

la france, médaille d'or de l'inflation

Assurément aucune inflation de records ne guette la France à Munich. Par contre, le souvenir de vacances plus ou moins ensoleillées s'est rapidement estompé chez la plupart des ménagères dont le pouvoir d'achat se trouve fortement amoindri en raison de l'inflation galopante des prix.

MM. Messmer, Faure et Giscard d'Estaing avaient cru bon, pour leur part, de réduire au minimum leurs vacances afin de préparer une rentrée sociale et économique d'autant plus « chaude » qu'elle est pré-électorale. La publication par l'I.N.S.E.E. du pourcentage de hausse de l'indice des prix pour juillet, la forte hausse également prévisible pour le mois d'août, semblent déjouer leurs plans. L'inflation offre en effet un argument de poids aux organisations syndicales dans leurs revendications quantitatives, et l'opposition, Parti Communiste en tête, n'a pas manqué de saisir une telle occasion pour se présenter à nouveau comme seul défenseur du pouvoir d'achat des travailleurs. Les centrales syndicales ont beau jeu, en effet, de dénoncer la responsabilité du gouvernement en la matière. Bien que l'inflation échappe en partie au pouvoir de décision du fait de la complexité de ses mécanismes, il est indéniable que le laxisme de l'équipe au pouvoir n'est pas pour rien dans l'accélération du phénomène.

Il y a cinq mois — à la veille du Référendum sur l'Europe — le ministre de l'Economie et des Finances du gouvernement Chaban-Delmas prenait des mesures de libéralisation des prix industriels, dont le ministre de l'Economie et des Finances du gouvernement Messmer constate, sans surprise apparente, la hausse importante.

Il est vrai que l'accroissement global de l'indice n'aurait été que de 0,6 % — au lieu de 0,8 — sans celui de 4,3 % qui frappe les tabacs, tandis que les services augmentent de 1,2 % contre une hausse de 0,6 % pour les produits alimentaires.

Les timides mesures anti-inflationnistes prises au Conseil des Ministres renforcent cette constatation : l'inflation est considérée comme la meilleure arme électorale actuelle, pour la majorité comme pour l'opposition. Qu'elle ait été « élaborée, organisée, agencée, planifiée », comme l'affirmait « l'Humanité » du 29 août, semble fort improbable ou pour le moins assez éloigné d'une réalité fort complexe. Mais elle permettra, sur le plan strictement intérieur, de faire apparaître courageuses, ou même audacieuses, les quelques modestes mesures sociales qu'Edgar Faure se propose d'annoncer sous peu. Dans le même temps et par crainte de violentes réactions syndicales, aucun blocage des salaires ne sera évidemment proposé. Pour ne pas mécontenter les industriels, le contrôle des prix ne sera pas rétabli, tandis que les commerçants ne seront nullement inquiétés avant la date fatidique des élections. Peut-on dire pour autant que l'opposition se trouve renforcée dans ses critiques et dans son impact potentiel sur l'électorat ? Rien n'est moins sûr ! Les seules réactions de sa part sont, et resteront, verbales ; en bons manœuvriers, socialistes et communistes éviteront au maximum de traduire en actes leurs tonitruantes déclarations d'intentions. Ils ont eu trop de mal à donner d'eux-mêmes une image rassurante pour risquer de tout perdre à quelques mois des élections.

Situation paradoxale, semble-t-il, où l'on voit les adversaires en présence devenir complices. Situation logique pourtant dans la mesure où des forces apparemment opposées participent du même système et profitent de celui-ci au détriment des principaux intéressés.

Car ce seront bien les travailleurs qui subiront le contre-coup de cette inflation sans précédent récent, et qui ne risque pas d'être stoppée, sinon ralentie, d'ici les législatives. C'est l'économie française également qui se retrouve en bien mauvaise posture face à des concurrents qui arrivent à juguler leur inflation.

Au détriment de sa vie présente, comme de son avenir, c'est la nation entière enfin qui pâtit, une fois de plus, d'un système absurde sacrifiant tout à l'idéologie démocratique, érigeant en mystique le recours à l'élection.

N.A.F.

république ou monarchie

le 20 septembre : réponse d'edgard pisani



comment faire la révolution ?

VI - les failles du système

Si puissant, si totalitaire que soit le système, il ne faudrait pas le croire sans failles et sans faiblesses graves. On peut même, presque sans paradoxe, parler de sa fragilité. De toutes parts apparaissent ses contradictions, ses erreurs aux conséquences incalculables.

Au sommet, le système reste tributaire des aléas du régime d'opinion. La caste technocratique a beau tenir les rouages de la bureaucratie étatique, elle ne peut abolir les pesanteurs institutionnelles. L'institution fondée sur l'opinion, dépend, quels que soient les freins et les correctifs, de la versatilité des individus, de l'affrontement idéologique, des résistances de l'ancienne classe politique et des réactions du secteur économique, qui, bien que contrôlé sévèrement, échappe encore à la totale sujétion technocratique (petit commerce, petites entreprises, artisanat, paysannerie). On peut donner de multiples exemples : ainsi il est certain que l'essentiel des députés de la majorité est composé de conservateurs, « d'hommes d'ordre » souvent fort étrangers aux conceptions des dirigeants, d'un Chaban et d'un Nora. Cela n'est pas sans créer des problèmes. Autre exemple : nous constatons en cette période électorale combien le pouvoir tient à ménager Nicoud et les petits commerçants : sa marge de manœuvre est donc bel et bien réduite par les aléas électoraux.

La V^e République n'est pas à l'abri des crises institutionnelles dont Maurice Jallut avait prévu le déroulement, en démontant les mécanismes de la constitution de 1958 (révisée en 1962). Dans l'hypothèse d'une crise de régime, la faiblesse globale du système se révélerait dans toute son ampleur, comme elle s'est déjà révélée en 68 dans des circonstances différentes. Plus un régime est centralisé, plus grande est sa fragilité en cas de graves bouleversements.

Le gigantisme joue souvent de mauvais tours aux géants : Goliath est à la merci de David. Dans notre hyperbureaucratie, les rouages sont tellement nombreux et interdépendants, ils s'étendent si loin que les possibilités de blocage, de grippage de la machine sont multiples. Une organisation révolutionnaire peut parfaitement paralyser l'Etat, créer une vaste anarchie dans le pays, à condition de représenter une certaine force. Si cette force est cohérente, si les individus qui la composent ont suffisamment de convictions révolutionnaires pour ne pas lâcher (face aux forces de résistance et d'inertie qu'il ne faut pas sous-estimer), les dégâts peuvent être énormes. L'anarchie instaurée, il faut passer

tout de suite à la phase positive. Ce qui est une autre affaire...

FRAGILITÉ DE L'ABSURDE

Il n'est pas qu'au sommet et au niveau institutionnel que le système se révèle fragile. Je laisse le soin aux économistes d'expliquer la gravité du phénomène de l'inflation dont Philippe-Henri Durocher disait ici-même, il y a juste un an : « *Le danger d'apparition d'un phénomène nouveau, imprévisible, rendant caduque toute prévision est un danger interne au système. C'est l'inflation qui est en passe de rattraper la croissance, de l'annihiler et de la dépasser. C'est à ce sujet que règne le désarroi le plus profond. Quand trouvera-t-on le vaccin à cette gangrène ? Personne n'a encore pu l'incorporer valablement à un modèle à long terme.* » Au problème de l'inflation s'ajoutent ceux de l'environnement et des limites des ressources de la planète.

Au niveau social, les hiérarchies bureaucratiques et le syndicalisme intégré sont remis en cause par la résurgence, prévue de longue date par Pierre Debray, de l'anarcho-syndicalisme. Les mots d'ordre de participation et d'autogestion sont significatifs de la volonté d'une nouvelle aristocratie ouvrière désireuse de retrouver des pouvoirs, et de gérer sa propre affaire indépendamment des centrales lointaines et des circuits de l'argent.

Il n'est pas jusqu'aux cadres, ces enfants chéris du système, qui ne finissent par se rebiffer. Le cursus honorum de la méritocratie, à la longue, fatigue et indispose. Ce qu'on appelle, d'un heureux euphémisme, la *mobilité de l'emploi*, ce principe sacro-saint de l'entreprise « compétitive » finit par signifier simplement la possibilité de « virer » quelqu'un dans les meilleurs délais. Aux Etats-Unis, cette « mobilité » peut défier les limites de l'imaginable. (1)

Surtout finit par s'imposer chez les meilleurs le sentiment de l'absurde : absurdité d'un travail où les tâches sont décomposées à l'extrême et perdent tout intérêt, absurdité d'une production où le critère de qualité est absent, absurdité d'une vie à la fois fatigante et terriblement vide, soumise aux contraintes épuisantes des mégapoles et à la vacuité de l'univers intellectuel contemporain.

Ces éléments expliquent le « ras le bol » de beaucoup de cadres, ingénieurs, techniciens américains très en avance sur les nôtres qui baissent pour le moment dans le conformisme. Mais tôt ou tard se produira en France cette évolution qui pousse « les meilleurs » aux yeux

du monde actuel et conformément à ses critères à fuir la société, la ville, pour aller respirer à la campagne et retrouver un travail moins aliénant.

LES 15-25 ANS

La grande réussite de la V^e République, déclarait je ne sais quel ministre, c'est l'Education nationale. Effectivement, si l'on considère l'effort considérable consenti pour développer l'enseignement, on est obligé de reconnaître que le régime a fait en ce domaine, et spécialement depuis 68, des « progrès » gigantesques. Et pourtant, sa réussite apparente constitue son échec le plus grave, le plus lourd de conséquences.

Au moment de la réforme Faure, nous avions bien mis le doigt sur la plaie, encore que nous ayons surestimé (moi, en particulier) l'aspect institutionnel, l'instauration d'une double souveraineté favorisant les pratiques parlementaires et l'implantation des appareils partisans. En fait, nous ne soupçonnions pas suffisamment que les gens qui joueraient le jeu de la participation le feraient très « honnêtement », sans occasionner beaucoup d'ennuis à la bureaucratie universitaire. Tout s'est passé en somme comme si le sucre d'orge de la participation avait été donné pour faire passer le reste : c'est-à-dire la perpétuation du complexe universitaire jacobin et napoléonien renforcé par la programmation technocratique.

Les maux justement dénoncés en 1968 se sont aggravés dans des proportions considérables. Plus les barrières ont été reculées pour favoriser l'entrée des étudiants dans l'enseignement supérieur, plus les échecs ont été graves, plus la sélection a été sauvage, moins les diplômés ont correspondu à un avenir précis, à une compétence et à une qualification professionnelle. Il ne faudrait pas cependant ramener ce problème à des questions de sélection ou à une querelle entre élitistes partisans de certains privilèges et partisans de la « démocratisation » de l'enseignement, querelle au demeurant absurde.

Dans un pays évolué, il est certain que l'instruction doit se développer et que les sources du savoir doivent être accessibles au plus grand nombre. Il serait stupide de s'opposer à la diffusion des connaissances par antidémocratie. Le problème est ailleurs : il tient tout entier dans cette constatation que l'université est incapable de préparer les jeunes à leur avenir professionnel et à leur avenir tout court. L'université, cette grande machine, tourne à vide, elle n'a pas d'autre but que sa propre conservation, sa perpétuation. Ses fonctionnaires ne visant qu'à servir un rite qui peut s'appeler programme mais qui n'a rien à voir avec la formation des centaines de milliers de jeunes qui sont en son pouvoir. La vérité, écrivait Pierre Debray dans sa communication au premier Congrès royaliste universitaire, *c'est qu'un certain type d'enseignement s'effondre. On peut le déplorer, mais nos regrets n'y changeront rien et l'A.F. perdrait son temps et sa jeunesse à tenter de sauver cette noble ruine.*

Un livre qui fait scandale, parce qu'il est à la fois le plus réactionnaire et le plus révolutionnaire de l'année, *Une société sans écoles* (2), d'Ivan Illitch, corrobore tout à fait ce diagnostic. On peut reprocher à Illitch l'inconsistance de ses propositions. N'empêche que toutes ses critiques font mouche et qu'elles détruisent le mythe de l'école démocratique, instrument d'égalisation et



de promotion absolue des individus. Le système scolaire présent, montre-t-il, est une catastrophe pour les pays sous-développés. Il est ruineux et absurde dans les pays développés, qui pourraient sacrifier à leur moloch universitaire leur budget complet en aggravant au-delà de l'imaginable l'inadaptation et l'incompétence.

En France, nous en sommes pour le moment à une réaction élitiste (aussi absurde que la tendance contraire à laquelle elle répond) qui entend limiter par une sélection hypocrite le nombre des étudiants candidats à un diplôme. Comme de toute façon ce diplôme est sans valeur, même réservé à « l'élite »... Les étudiants de la N.A.F. se sont d'ailleurs spontanément portés en tête de la lutte contre le projet Vedel, symbole de cette réaction.

Le résultat de tout cela c'est que la jeunesse, prisonnière de la logique de l'université du système, recèle contre lui des potentialités révolutionnaires prodigieuses. Les 15-25 ans sont peut-être les plus mobilisables pour une tentative révolutionnaire.

LE SYSTÈME RÉSISTE

Néanmoins, il ne faut pas se cacher que le système a des capacités de résistance assez gigantesques. Il a d'abord pour lui de constituer l'« ordre établi », ce qui a le mérite d'exister, de créer des richesses tangibles, un certain bien-être. La « majorité silencieuse » et conservatrice s'y racrochera donc spontanément et d'autant plus qu'elle s'affolera des violences de la contestation.

Il faut avoir aussi conscience des extraordinaires facultés d'intégration et de récupération de ce système. Ses facultés d'innovation jouent à fond dans cette entreprise qui consiste à reprendre à son compte, après leur avoir ôté toute propriété subversive, les slogans et les modes contestataires.

Enfin, l'utilisation des ressources de la technologie et des techniques de conditionnement peut se révéler efficace pour tuer toute volonté révolutionnaire. Le laminage des consciences, le recyclage des « inadaptés » peuvent être l'*ultima ratio* d'une caste qui prend conscience d'une entreprise dont les virtualités de réussite vont en se confirmant. Il importe de prendre la mesure exacte de ces moyens de riposte.

VII - points de repère pour la stratégie

Au terme de ce petit essai, le moment est venu de tirer quelques conclusions stratégiques. Il s'agit de savoir en effet comment nous pourrions profiter des failles du système pour mener à bien l'entreprise révolutionnaire qui doit déboucher sur la monarchie.

L'examen de ces failles révèle des possibilités quasi infinies. Le problème consiste à choisir les meilleures, mais non seulement les meilleures. Nous pourrions tracer les plus beaux plans sur la comète, formuler un processus de prise du pouvoir parfaitement cohérent, nous n'aurions pas avancé d'un pouce si ces plans n'étaient pas en rapport avec nos forces, avec les talents de nos militants. Mais avant même d'opérer les choix, de prévoir les étapes, il est utile de rappeler quelques principes préliminaires.

LA LEÇON DE LÉNINE

Tout mouvement à vocation révolutionnaire est forcé, par la nature de son combat, à respecter quelques principes stricts sous peine de perdre toute chance de répondre à son but. Tout d'abord, une parfaite cohérence, nous dirons même une parfaite orthodoxie doctrinale est exigible des militants. Du point de vue de l'efficacité pure et simple, c'est une nécessité absolue. Dès lors qu'il n'y a plus parfaite cohérence au niveau intellectuel, toutes les aventures fractionnistes sont possibles et le mouvement est livré à la lutte des factions. Du point de vue de la finalité, c'est-à-dire de la conformité au but poursuivi, c'est également une nécessité indiscutable. Nous l'avons vu dans la question des moyens.

Le second principe est celui de la discipline, vertu première du militant révolutionnaire. Discipline à l'égard de la hiérarchie de l'organisation, discipline à l'égard de la ligne. S'il n'y a plus de discipline, il n'y a plus ni organisation ni stratégie. Cela requiert incontestablement une certaine ascèse, une abnégation qui entraîne l'application d'ordres qui n'ont pas toujours l'agrément du militant. Bien sûr, il faut faire des distinctions : dans certaines phases, une relative autonomie, des initiatives, même larges, sont laissées. Mais dans les phases cruciales, qu'un maillon de la chaîne vienne à se briser et la chance peut être perdue pour de longues années.

Le troisième principe tient à la structure de l'organisation révolutionnaire. Au sommet, un état-major de la révolution (en l'espèce le comité directeur) doit avoir le pouvoir absolu. Directement relié à lui, le système nerveux central, l'appareil doit être prêt à répondre au moindre commandement. L'existence de ce système nerveux central est fondamentale. Qu'on le veuille ou pas, toute organisation révolutionnaire est de type léniniste.

De Lénine, évidemment, nous l'avons dit, nous ne pouvons retenir le machiavélisme rudimentaire, l'absence de scrupules, l'indifférence aux massacres et aux pires vilenies. Mais les trois principes que nous avons énoncés ont été parfaitement illustrés par lui et ont montré leur bien-fondé à travers toutes les péripéties du parti bolchevique.

LA PART DE SPONTANÉITÉ

Il est bien évident que l'existence du système nerveux central n'est pas suffisant pour le succès de notre entreprise. Si nous voulons agir sur les milieux les plus intéressants, les conquérir à notre entreprise, la création de structures plus souples s'impose. Mais ces structures devront rester branchées sur le système central pour que leur action soit étroitement contrôlée (pour que la finalité politique révolutionnaire des actions parallèles ou sectorielles ne soit pas perdue de vue !). D'autre part, le choix de ces opérations sectorielles doit être lui aussi judicieux, relié directement à notre but. Il ne s'agit pas de faire du culturel pour du culturel ou du syndical pour du syndical...

D'ABORD, FAIRE DE LA FORCE

Dans notre état présent, notre souci primordial doit être de nous renforcer au maximum. Nous en sommes encore à une phase où le recrutement est notre première tâche, le seul moyen de rendre possibles, dans un futur proche, les objectifs que nous nous fixons. Que cela plaise ou pas, notre lieu privilégié de recrutement reste pour le moment le monde des jeunes, des 15-25 ans. Nous serions criminels de l'abandonner sous le prétexte que nous l'avons toujours fait. Nous l'avons toujours mal fait. Et nous n'avons pas su concevoir les moyens nécessaires à la

formation complète du militant. Nous sommes sur le point de créer ces moyens. Il faudra les utiliser au maximum.

Le recrutement se fait par des méthodes diverses. Toutefois, il nous faudra être exigeant dans les milieux que nous viserons. Nous n'avons plus que faire du militant activiste aux idées courtes qui milite deux ans puis disparaît. Déjà, cela commence à changer. On trouve à la N.A.F. des garçons qui viennent du parti communiste, des divers gauchismes ou gaullismes. Leur adhésion représente un certain engagement. Ils sont venus pour des raisons sérieuses.

LES OBJECTIFS GRADUÉS

Le recrutement se fait dans l'action, souvent dans les vastes offensives, dans les opérations intelligemment menées et accompagnées d'explications appropriées. Mais nos objectifs dépassent le simple recrutement. Nos militants en ont déjà eu connaissance ou en prendront bientôt connaissance. Ils sont ambitieux sans être chimériques, ils sont toujours en rapport avec nos moyens, c'est la règle d'or.

La stratégie implique la notion d'une route parfois longue à parcourir. Le problème est de parcourir tout le chemin et au plus vite. Cela est possible pourvu qu'on sache aménager judicieusement les étapes, des étapes graduées. C'est tout le souci du Comité directeur.

CONQUÊTE DE L'INTELLIGENCE

Nous avons commencé l'an dernier avec un premier objectif, la *conquête de l'intelligence*. Cette année encore il demeurera prioritaire. Il sera même encore développé, au point que le Comité directeur a pris une décision importante qui sera bientôt rendue officielle et qui répondra à l'attente de la presque unanimité des militants.

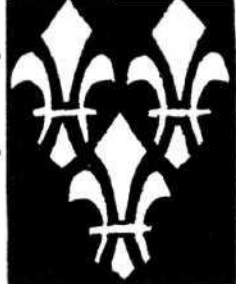
Nous travaillerons avec plus d'intensité sur le terrain culturel qui est privilégié puisque proche du politique, puisque propice à la conquête des esprits. Nous pourrions ainsi pénétrer plus facilement des cercles où nous trouverons nos futurs militants.

D'autres objectifs ont été fixés. Il importe que tout le mouvement travaille d'arrache-pied à les réaliser. La réussite de la première étape est pour le moment le seul gage de notre volonté de vaincre.

Gérard LECLERC.

(1) Cf. *Le principe de Catt*. Comment conserver son job. Stock.

(2) Ivan Illitch : *Une société sans écoles*. Le Seuil. La N.A.F. analysera bientôt ce livre en détail.



la rentrée cinématographique

Précoce rentrée cinématographique, cette année. Depuis le 16 août, les « grands » ou supposés tels, ont fait leur réapparition. Il y a des mois que l'on nous parle de ce fameux « Droit d'aimer », tiré du roman de Françoise Xenakis, « Elle lui dirait dans l'île », et cette publicité ne semble pas avoir porté chance au réalisateur, Eric Le Hung. Piètre résultat en effet ; hormis les interprètes, tout paraît bien factice dans ce film que l'on aurait souhaité grave et dégagé de liens politiques. Le thème aurait nettement gagné à être réellement indépendant ; le seul fait de voir le nom de Françoise Xenakis figurer au générique orientant automatiquement les esprits vers la Grèce. Et pourtant ! Certains détails sont troublants. Cette jeune femme qui, sans répit, relance les autorités de son pays afin de rencontrer son mari, interné politique, qu'elle n'a pu voir depuis trois ans, se heurte à une bureaucratie totalement inhumaine proche de celle des démocraties populaires. Les uniformes des gardiens de la « prison »

ressemblent étrangement à ceux que portent les officiers de l'Allemagne de l'Est. Quant aux brochettes, aperçues un instant, elles ne sauraient donner une indication particulière.

Quel intérêt présente donc ce film ? On est tenté de répondre : aucun, sauf si l'on est naturellement porté vers le sado-masochisme. Car, face à la pureté de la jeune femme, face à son trouble absolu, que trouvons-nous ? Une cruauté totale qui ressemble à s'y méprendre aux rêves les plus insensés à l'humiliation de l'homme par l'homme, une sorte de super-érotisme à l'usage d'intellectuels décadents. La beauté du grand amour sans faille, déjà maladroitement exprimée par un cinéma dont les impératifs commerciaux transparaissent, perd toute intensité dans cet univers de délectation morose. Pauvre petite Pénélope ! Elle ne doit son charme qu'à l'indéniable séduction de Florinda Bolkan. Mais ce qui est certainement le plus attristant, c'est de voir Omar Sharif et Pierre Michaël se prêter à cette stupide

comédie. Il est vrai qu'un film ressemble souvent, pour les comédiens, à une aventure. Gageons que celle-ci n'aura pas tellement réjoui ses interprètes.

C'est également à une aventure, librement consentie cette fois, que Pierre Kast a convié quelques comédiens français et étrangers. Comme dans le « Droit d'aimer », une grande partie de l'action se passe sur une île, presque déserte. Mais les événements qui s'y déroulent relèvent du fantastique, de la sorcellerie. L'auteur des « Soleils de l'île de Pâques » tient cependant à baser son récit sur des données scientifiques, car pour lui, ce domaine est vaste : astrophysique, entomologie, étude de l'énergie solaire voisinent avec l'alchimie, la géomancie, l'astrologie et une télépathie qui frôle la voyance. En fait, tout est étroitement mêlé, et le réalisateur manie ses idées avec beaucoup d'habileté. Il sait choisir les lieux, créer les atmosphères, communiquer sa passion. Passion d'un irrationnel tangible, proche, incontestablement attirant. Bien sûr, l'île de Pâques, avec son prodigieux mystère, est un terrain idéal, mais pourtant à aucun moment, Pierre Kast ne sombre dans la facilité ; il utilise simplement, avec beaucoup d'art, la beauté des paysages et l'on serait prêt à donner son adhésion à la forme de science-fiction qu'il propose si des implications politiques ne venaient se superposer bien inutilement, rappelant un certain moralisme américain tel celui du « Jour où la terre s'arrêta ». En somme, un essai intéressant et une œuvre originale malgré la réserve politique.

Dominique PAOLI.

vie et mort d'un artiste

pierre brasseur

« Je trouve amusant que l'on ait confié le rôle de Rocambole à l'acteur le plus pétillant que l'on connaisse en France : Pierre Brasseur, écrivait en 1948 un chroniqueur de l'Ecran Français ; puisque nous le tenons (c'est difficile) ne lâchons pas Pierre Brasseur, continuait-il. Son interprétation de Rocambole permet de sauver le film du ridicule. Car il a compris quel style il devait adopter : celui de la désinvolture. Clignant de l'œil au public, il semble dire : "Je n'y crois pas plus que vous, mais avouez qu'on ne s'ennuie pas ensemble !" »

Non, on ne s'ennuie pas avec lui. Brasseur est si riche, il vous offre si généreusement ses talents, il se fait si gentiment votre complice intelligent qu'il constitue un spectacle à lui tout seul. Au fond, il continue son rôle de Frédéric Lemaître. Il saisit le burlesque et, tout près d'émouvoir, il prend le parti de faire rire. Sous les déguisements de Rocambole il reste Brasseur et sa bonne humeur finit par gagner la partie. »

Que son humeur fût bonne ou mauvaise, Pierre Brasseur gagnait en effet toujours la partie : mauvais garçon dans « Quai des Brumes », peintre raté

dans « Lumière d'été », mari jaloux dans « Les Portes de la Nuit », amoureux truculent dans « Barbe-Bleue », clochard sympathique dans « Porte des Lilas », il montrait chaque fois une nouvelle facette de son talent et dans ce Rocambole aux multiples visages il était étincelant, passant d'un personnage à l'autre avec une exceptionnelle aisance. Son interprétation de Frédéric Lemaître dans « Les Enfants du Paradis » devait non seulement marquer une étape primordiale dans sa carrière, mais lui donner aux yeux du public sa véritable dimension. De bon acteur il devenait grand acteur parce qu'enfin il avait un rôle à sa mesure et qu'ainsi l'on découvrirait que sa mesure était sans limite. Imperméable aux modes, dominant parfaitement ses personnages, il était l'image même du comédien ; sa mort n'échappe pas à cette règle et nous ne saurions l'évoquer autrement qu'à travers une de ces multiples séquences où il nous éblouissait par sa classe, sa puissance, son abattage et ce charme particulier qui, même sous les traits d'un individu peu sympathique, le rendait séduisant.

Dominique PAOLI.

LE BAR DE LA FOURCHE, d'Alain Levent, avec Jacques Brel et Rosy Varte.

Catastrophique adaptation d'un roman plein de charme, à éviter absolument.

UN MEURTRE EST UN MEURTRE, d'Etienne Périer, avec Jean-Claude Brialy.

Encore plus catastrophique que le précédent...

OPÉRATION CLANDESTINE, de Blake Edwards, avec James Coburn.

Un degré au-dessus, mais sans originalité, repose avant tout sur le dynamisme de James Coburn.

Enfin, pour ceux qui ne l'auraient pas encore vu : FRENZY, le dernier film d'Hitchcock, à ne pas manquer.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE

Édité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})

Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F

Abonnement de soutien : 100 F

C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :

Yvan AUMONT

imprimerie abexpress

72, rue du château-d'eau paris 10^e



le " nouveau contrat social " maquignonnage et baratin

Ainsi, tous les syndicats auront défilé les uns après les autres dans le bureau d'Edgar Faure. Les syndicalistes, qui ne se font pas d'illusions sur le caractère publicitaire des objectifs sociaux du gouvernement, s'attendaient un peu à trouver en face d'eux un maquignon, et à s'entendre dire : « Paix, ô mes doux amis ! J'ai le cœur sur la main et vous l'offre, avec en prime le S.M.I.C. à 1.000 francs et la retraite à soixante ans ! » Las, Edgar n'a rien dit — seulement susurré, ni rien promis — seulement envisagé. C'est vexant. D'autant plus que tout le monde sait officieusement que le gouvernement a effectivement l'intention de porter le S.M.I.C. à 1.000 francs d'ici l'été prochain, d'abaisser l'âge de la retraite dans certaines professions, de promulguer un train de réformes touchant les classes les plus défavorisées (les vieux, les bas salaires), d'aménager les prestations familiales, et même d'examiner de près les revendications projetées par les syndicats au cas où les plus immédiates seraient satisfaites : révision du droit de licenciement, respect des droits syndicaux, réduction de la durée du travail et amélioration de ses conditions.

Les syndicats auraient aimé des précisions. Rien. Il leur faudra attendre que, après l'examen par le Conseil des Ministres des propositions d'Edgar Faure, le 6 septembre, Messmer proclame urbi et orbi au peuple souverain qu'on n'a jamais eu un gouvernement aussi social, quitte à le répéter jusqu'en mars 1973 pour les plus sceptiques.

On devrait crier au génie. Les syndicats refaits, l'électorat gagné une fois de plus et sur un terrain

bien incertain jusqu'à présent, comment n'y avoir pas songé plus tôt ?

Cependant...

DES OMBRES AU TABLEAU

Même sans y regarder de très près, on peut se montrer sceptique. Voire grincheux, comme par exemple le C.N.P.F. et les P.M.E., peu suspects pourtant d'antipompidolisme. Ou encore, comme certaines gens du ministère des Finances.

Car, s'il veut mener à bien toutes ces mesures, le gouvernement aura besoin de beaucoup d'argent. Il faudra débloquer des crédits pour augmenter les prestations familiales, voire piocher dans le reliquat des Allocations familiales... qui servait jusqu'à présent à boucher les trous de l'assurance-maladie, et attendre la fin des élections pour augmenter les cotisations de la Sécurité sociale.

Enfin, brochant sur le tout, la hausse des prix vient rappeler nos ministres à une prudence dont ils semblent dangereusement se départir.

CASSE-COU

Alors, à quoi rime cette politique casse-cou ? La V^e République renierait-elle le patronat et se découvrirait-elle une vocation sociale ? Soyons sérieux. De même que le blocage des prix décidé par Giscard n'est qu'un pauvre expédient provisoire, la démagogie coûteuse d'Edgar Faure ne s'avère peu dangereuse pour le système que dans la mesure où elle est vouée à l'éphémère. On ne fera croire à personne qu'il a fallu attendre août 1972 pour que

les Finances s'inquiètent de la menace inflationniste, quitte à en appeler soudain aux Six, ni que le blocage des prix soit suffisant pour enrayer la hausse. D'autant plus que le gouvernement n'a rien fait contre certaines augmentations cet été, et qu'il a lui-même alourdi quelques tarifs publics. « Tout se passe comme si le gouvernement voulait, surtout pour le moment, ne s'aliéner personne, en se disant qu'après tout le pays s'accoutume assez bien à l'inflation. En novembre, si le thermomètre des prix continue d'enregistrer la fièvre, on songera à d'autres calmants. De quoi attendre avril, mois des surprises, qui peuvent être chirurgicales (1) »

On ne fera croire à personne, non plus, que M. Pompidou a décidé de se mettre à dos le patronat et les P.M.E., de rompre l'« orthodoxie budgétaire », de renforcer le pouvoir syndical, de saper l'arbitraire patronal, de se soucier de classes inutiles quant à la rentabilité, pour les doux yeux de l'ouvrier français dont il se serait soudainement épris.

Et si nous insistons sur ce parallèle entre les politiques économique et sociale du jour, c'est évidemment pour leurs interférences, mais aussi pour la vocation délibérément éphémère qui les caractérise toutes deux. Somme toute, mars 1973 n'est pas loin : juste assez proche pour que les risques à prendre ne s'avèrent pas trop lourds, et pour que les acrobates puissent retomber sur leurs pieds. Mais c'est un jeu très dangereux.

**

On objectera : c'est l'évidence, et tout un chacun peut décèler dans tout ce remue-ménage (l'adjudant Flick à Matignon, Madame Arthur à l'O.R.T.F., Zavatta au social) l'ouverture des grandes manœuvres pré-électorales. Accordé, le « Nouvel Obs » en dit autant. Mais ce qu'il refusera de voir, lui et les autres, c'est qu'à ces jeux-là, on ne joue jamais seul. Pas de Fischer sans Spassky, pas de Messmer sans Mitterrand-Marchais, pas de Faure sans Séguy-Maire. Et si le jeu a des relents de tripots, c'est tous les joueurs qu'il faut condamner, pas seulement le gagnant.

Philippe DARTOIS.

(1) Gilbert Mathieu, « Le Monde », 1^{er} septembre.

BULLETIN D'ABONNEMENT

17, Rue des Petits-Champs PARIS-1^{er}

ccp naf 642-31

nom _____ Prénom _____
n° _____ rue _____ ville _____ département _____

**Je souscris un abonnement
 d'un an a la n.a.f.-hebdo
 normal 45fr soutien 100 fr**



pour une critique de combat

2 - une critique « non engagée » !

S'il est une expression qui me paraît particulièrement insupportable, c'est bien celle de « littérature engagée ». Non que je sois contre « l'engagement » de la littérature *dans la vie*, sous toutes ses formes, y compris la vie politique ; mais cette formule a pris un sens tellement restrictif qu'elle évoque une sorte de malthusianisme de la littérature, réduisant celle-ci à une fonction purement utilitaire. Par exemple, Soljenitsyne est jugé nuisible, parce qu'il est une gêne pour la réalisation des objectifs du Plan. Le Plan suppose un certain ordre politique totalitaire : l'ordre artificiel, coupé de la vie, que construit la rationalité figée d'un système clos de barbelés. Arraché à sa propre transcendance, l'art n'est plus alors qu'un moyen au service de l'ordre idéologique.

Cet engagement-là ne peut être que récusé, quel que soit le type d'idéologie ou le modèle social qu'il pourrait servir. C'est la meilleure manière d'entendre la fameuse formule gidienne : « On ne fait pas de bonne littérature avec de bons sentiments. »

LA DÉFENSE DES FORCES VITALES

En ce sens, la « critique de combat » dont il faut chercher à préciser les contours, ne sera pas et ne devra jamais être une « critique engagée ». Elle se détruirait elle-même. Le combat d'Action française ne se justifie que parce qu'il est un combat pour la vie, pour la défense des forces vitales, de la raison vivante, attachée au réel comme la limaille à l'aimant : en aucun cas une critique au service de ce combat ne devrait passer au service d'un système, quel qu'il soit, et fût-il même baptisé « maurrassien ».

On me permettra, à ce propos, d'interroger rapidement l'histoire de l'A.F., non pour ruminer le passé, mais pour éclairer mon intention. J'ai déjà cité le contre-exemple de Brasillach, dont la chronique était un luxe, utile à son prestige, que s'offrait le journal. Deux autres noms me paraissent, par contre, devoir être cités quand on parle de « critique de combat » : Léon Daudet — ce qui n'étonnera personne — et Henri Lagrange.

PROUST OU DORGELES ?

On pourrait difficilement reprocher à la critique de Léon Daudet d'être « engagée ». Lorsqu'il dut se battre pour assurer à Proust le Prix Goncourt 1919, contre « Les Croix de Bois » de Roland Dorgelès, ce n'était certes pas parce que Proust était royaliste ! La découverte de Céline et de Bernanos, pour ne parler que des plus célèbres, ne devait rien non plus à des considérations de pure politique. La critique de Daudet s'est faite polémique, car il y a là, disait-il, une « réaction de défense contre les enlacements et les endormements philosophiques, artistiques et littéraires » (1). S'il est quelqu'un qui a défendu la vie, contre tous les ratiocineurs, les radoteurs et les raseurs, c'est bien Daudet. Inutile, je pense, d'y insister.

HENRI LAGRANGE, LE CRITIQUE MILITANT

Lagrange offre un autre exemple : celui du jeune critique militant, capable d'insérer la critique de combat au sein même de sa vie de militant. Il célèbre le classicisme proudhonien : « Il est faux de considérer l'art et la nature comme deux puissances ennemies, autant que de faire contenir l'art dans l'imitation servile de la nature. Proudhon, parlant au nom des lettres classiques, opposait aux romantiques la supériorité de l'art. » (2) Il écrit des pages délicieuses sur Nerval, « si uniquement, si merveilleusement français ». Mais en même temps, il se trouve à Rouen, en 1911, à la tête d'une manifestation, ce qui lui fera connaître la prison pour six mois. Maurras viendra l'y visiter, et ils discuteront de la Divine Comédie... Jamais, pourtant, son militantisme ne le fera tomber dans les pièges de « l'engagement ».

Il faudrait encore citer un cas d'éveil, ou plutôt de réveil d'une force vive de notre littérature, effectué dans la mouvance de l'A.F. : la redécouverte de Stendhal, qui s'est faite grâce à Henri Martineau, au sein de la *Revue critique des Idées et des Livres* (très proche de l'A.F.).

CONTRE LE « NATIONALISME ARTISTIQUE »

J'aimerais indiquer un dernier exemple, emprunté à la critique d'art, qui montre jusqu'où peut aller une véritable critique de combat « non engagée ». En 1905 eut lieu, au Pavillon de Marsan, une grande exposition des Primitifs français. C'était une révélation pour beaucoup d'amateurs, qui ignoraient presque tout de la peinture française au Moyen Age. Péguy, en particulier, consacra tout un *Cahier de la Quinzaine* à l'exposition. On pouvait s'attendre à ce que l'Action française salue cette nouvelle auréole nationale : pas du tout. Au contraire, Louis Dimier partit en guerre contre l'exposition, par crainte qu'un « nationalisme artistique », plus proche du jacobinisme que du nationalisme intégral, ne vienne tuer l'art au nom d'une « idéologie nationale ». On peut juger aujourd'hui cette crainte exagérée. Elle n'est pas moins révélatrice d'une tradition de la critique à l'A.F. : les imbéciles prendront cela pour du libéralisme, voire du laxisme, lors qu'il ne s'agit que d'un attachement passionné à la vie réelle et à sa profession créatrice.

La critique de combat apparaît donc comme devant être, en premier lieu, « non engagée ». On a entrevu qu'elle doit libérer ou révéler les forces vitales de l'art (et de la littérature) : nous y reviendrons. En dernier lieu, il faudra essayer de cerner son pouvoir de jugement sur les manifestations artistiques et littéraires.

Alors une définition pourra être proposée, dont je donne cette première approximation : la critique est une critique « non engagée », libérant ou révélant les forces vitales de l'art, et portant un jugement raisonné sur elles.

On me pardonnera cette systématisation peut-être outrancière. Elle n'a pour but que de fixer les idées et, à ce titre, mérite, je pense, d'être précisée.

Christian DELAROCHE.

- (1) « Les Horreurs de la Guerre », éd. Grasset.
(2) A.F. mensuelle, 15 janvier 1912.

debout les crabes, la mer monte, on prend le bouillon

Tels des crabes au bord de mer, nos lecteurs et militants sont en vacances sur les plages. Je suis navré d'avoir à troubler leur quiétude. Mais l'équipe de la N.A.F., elle, n'est pas en vacances : le journal « sort », des sessions ont lieu, la rentrée se prépare activement, de nouveaux projets sont en cours de réalisation. Mais tout ceci ne servira à rien si vous ne nous venez pas en aide rapidement pour résoudre nos problèmes financiers : notre taux de croissance en abonnés a diminué de 50 % en juillet-août, les ventes à la criée de 65 %, les rentrées de cotisations ont été très faibles.

C'est donc un appel très urgent que je lance ici.

QUE FAIRE ?

● Que ceux d'entre vous qui ont reçu une lettre d'avis de fin d'abonnement y répondent par retour du courrier.

● Pour ceux dont la bande du journal porte la mention 10/72, qu'ils renouvellent immédiatement sans attendre d'avis de notre part.

● A tous les autres abonnés, je demande de se fixer comme objectif immédiat : faire abonner ou abonner vous-même une personne de vos relations d'ici la fin du mois.

● Pour les responsables de sections ou de Fédération :

- régler au plus vite la facture que vous avez reçue courant août ;
- ramasser et nous faire parvenir les cotisations des mois d'été ;
- mobiliser et sensibiliser tous vos militants pour une reprise rapide des activités.

J'insiste à nouveau sur le caractère urgent et grave de cet appel. La N.A.F. ne vit que par ses militants, si ceux-ci s'endorment la N.A.F. disparaîtra. Tous ceux d'entre vous qu'intéresse l'avenir et même l'existence de la N.A.F. doivent répondre d'une manière ou d'une autre.

JE COMPTE SUR VOUS.

Yvan AUMONT.